

Fayçal Jalloul

Écrivain et journaliste spécialiste du Moyen Orient



SYRIE, UNE GUERRE INTERNATIONALE POUR CHANGER LE RÉGIME OU DÉMEMBRER LE PAYS ?

Depuis 2011, la Syrie a été le théâtre d'une guerre violente mettant en présence différents acteurs régionaux et internationaux. Cet article tente d'élucider les raisons des interventions des puissances étrangères dans ce conflit et leurs intérêts sous-jacents.

Since 2011, Syria has been the scene of a violent war involving various regional and international actors. This article attempts to elucidate the reasons for the interventions of foreign powers in this conflict and their underlying interests.

LA SYRIE EST LE THÉÂTRE D'UNE GUERRE INTERNATIONALE au nom du changement du régime du président Bachar El-Assad et de la mise en place d'un gouvernement démocratique. Face au déroulement de cette guerre, aux analyses des spécialistes et aux déclarations des dirigeants étrangers concernés, deux questions se posent : la Syrie est-elle véritablement entrée, ces dernières années, dans un processus de changement de régime ou bien sa destruction a-t-elle été une aubaine pour redessiner la géopolitique du Proche Orient ? Et où en est la reconstruction de la Syrie depuis la sortie de la guerre ?

L'historien et démographe Emmanuel Todd a fourni une analyse qui apporte une réponse à la première question. Concernant les pays qui ont été traversés par le Printemps arabe, il a relevé que le changement de régime en Tunisie avait été rendu possible du fait de la présence d'une importante classe moyenne et d'un statut de la femme moderne. Il a également envisagé qu'un changement de président pouvait se produire en Égypte sans effondrement de l'État. En revanche, de tels changements lui semblaient beaucoup moins envisageables en Syrie, en Libye et au Yémen où toute tentative de bascule du régime ne pourrait, selon lui, que conduire au déclenchement de guerres civiles.

Nous ajouterons à cette analyse d'Emmanuel Todd que les dirigeants de Tunisie et d'Égypte étaient des amis de l'Occident et qu'il était possible d'envisager de les remplacer par d'autres amis, ce qui s'est déjà confirmé dans les faits. *Le Canard enchaîné* a publié des détails précis sur les communications qui ont eu lieu entre la direction des armées tunisienne¹ et égyptienne et le commandement militaire américain qui ont conduit au départ du tunisien Ben Ali et de l'égyptien Hosni Moubarak. Quant aux Yémen, à la Lybie et à la Syrie, ils sont toujours plongés dans d'atroces guerres civiles. L'ancien Premier ministre français Alain Juppé dira, après l'échec du renversement du régime en Syrie, que la France et 122 autres pays ont soutenu des universitaires syriens immigrés coupés de la réalité de leur pays.

Plusieurs acteurs ont facilité le déferlement en Syrie des djihadistes et des terroristes. Le président turc Erdogan considérait que « la sécurité anatolienne commençait à Damas ». Le roi Abdallah de Jordanie a ouvert ses frontières aux combattants étrangers. Leur entrée en Syrie était organisée par une chambre commune à Amman (le *Military Operations Center* ou MOC), dirigée par les États-Unis, certains pays européens et les États du Golfe. Israël a soigné les islamistes blessés, leur a fourni un soutien logistique et a mené des frappes aériennes en Syrie pour faciliter la tâche de Jabhat Nusra dans ses combats au sol.

Le Premier ministre qatari Hamad Bin Jassim a décrit la Syrie comme une proie (qui a coûté près de 150 milliards de dollars) d'une coalition internationale que chaque membre a essayé de s'approprier, s'aboyant les uns sur les autres tant et si bien que le gibier a fini par leur échapper. Tout dans le comportement et les propos des dirigeants de la coalition internationale prouve que cette guerre était vraiment totale et sans frontières et était destinée au démantèlement de ce pays. Tout le monde savait qu'il était impossible de changer le régime, que cela mènerait à une guerre exactement comme celle qui a eu lieu en Irak, une guerre qui a conduit à la dispersion des Irakiens après les avoir dressés les uns contre les autres, à la destruction des chrétiens, à la séparation des Kurdes et à la mise en place de conditions permettant le déclenchement d'une guerre communautaire de cent ans entre chiïtes et sunnites.

La preuve que l'objectif déclaré de cette guerre a été un échec a été apportée par Gérard Chaliand, un expert des mouvements de libération dans le Tiers-monde, lorsqu'il a déclaré que si Assad avait été vaincu, pas un seul Alawi ne serait resté en vie en Syrie. On peut ajouter qu'il n'y aurait plus eu non plus de Druzes,

1. Voir notamment *Le Canard Enchaîné*, 19 janvier 2011.

d'ismaéliens, de chrétiens, de chiïtes, et que tous les sunnites qui auraient refusé de se soumettre aux djihadistes auraient également été éliminés.

On voit bien que la destruction de la Syrie a permis d'apporter une légitimation supplémentaire à l'annexion du Golan par Israël, comme l'a fait Donald Trump il y a deux ans. On peut imaginer comment se serait poursuivi le nouveau traçage de la carte Sykes-Picot – dessinée il y a un siècle –, afin d'imposer une solution à la question palestinienne en Jordanie et non dans les territoires palestiniens occupés. Cette modification a porté le titre d'« accords du siècle ».

Daech était destiné à construire un État prospère, dans une bande sectaire sunnite allant de Mossoul à Raqqa. Les djihadistes n'ont pas combattu Israël. En revanche, changer la carte de la Syrie aurait mis en péril la formule libanaise en créant des mini-États sectaires dans un espace qui comprend la montagne des Alaouites (Jabâl an-Nusayrîa) et l'Anti-Liban.

Bref, on peut dire que la destruction de la Syrie n'a non seulement rien changé à son système politique, mais a conduit à une reconsidération de la géopolitique qui s'est dessinée avec l'accord Sykes-Picot au début du xx^e siècle. Ce changement aurait été bénéfique pour la Turquie, qui se considère comme la perdante des accords Sykes-Picot, qui l'a privée de ses wilayats ottomans en Syrie, en Irak et au Liban. Le démembrement de la Syrie débarrasse la Turquie d'un pays qui a propagé le nationalisme arabe à ses frontières et réclame la libération de la région turque d'Alexandrette, soutient les Kurdes et diffuse une culture politique anti-ottomane. La Turquie considère historiquement les nationalistes arabes et slaves comme des menaces. Peut-être que la destruction de la Syrie après la destruction de l'Irak tournera, pour les Turcs, la page nationaliste arabe pour longtemps.

Quant à Israël, qui a été créé par l'accord Sykes-Picot ayant conduit à l'émergence de la cause palestinienne, il aurait été libéré de ce problème grâce au projet historique de Netanyahu de faire de la Jordanie un foyer national pour les Palestiniens et en détruisant la Syrie ainsi que la base à partir de laquelle tous les mouvements de résistance contre Israël ont été lancés depuis les années 1960, du Hezbollah au Hamas. La reconnaissance de l'annexion du Golan par Israël et l'accord du siècle annoncés par Trump portent ce sens-là.

L'Iran n'a pas hésité à soutenir le gouvernement syrien depuis les premiers mois de la guerre, et les déclarations des opposants syriens selon lesquelles ils désarmeront le Hezbollah dès leur arrivée au pouvoir renforceront la conviction du parti qu'il doit mener la bataille pour défendre la Syrie, surtout après l'arrivée de bombes

djihadistes dans les quartiers chiites de la banlieue sud de Beyrouth. L'Iran ne pouvait fermer les yeux sur la destruction de la Syrie qui est sa porte d'entrée vers le monde arabe et la cause palestinienne.

Il est clair que la Russie a pris conscience que la destruction de la Syrie faisait partie d'un changement géopolitique majeur au Moyen-Orient et qu'elle ne serait pas restée pas à l'abri de ses conséquences, d'autant plus que ce changement est lié aux nouvelles voies de transport de l'énergie, infligeant ainsi de grands dommages à la Russie sans parler de l'expansion de la Turquie et du désir historique russe d'atteindre les eaux chaudes.

De son côté, la Chine s'emploie à relancer la Route de la Soie, qui relie le Moyen-Orient aux marchés chinois dans les deux sens, l'approvisionnement en pétrole et en énergie du Moyen-Orient et la commercialisation des produits chinois à des conditions qui conviennent à Pékin, qui a utilisé son veto au Conseil de sécurité pour empêcher le démantèlement de la Syrie.

Il ressort clairement de ce qui précède que le projet de faire basculer le régime syrien d'un régime autocratique à un système démocratique a échoué. Il a mené à la destruction du pays, ainsi qu'à un énième projet de remaniement de la géopolitique du Moyen-Orient et à une nouvelle tentative de liquidation de la cause palestinienne hors de la Palestine historique. Le plan de destruction de la Syrie a échoué, mais le coût de cette tentative est très élevé pour le peuple syrien.

Qu'en est-il de la sortie de la Syrie de la guerre ? Elle a résisté à une campagne de destruction régionale et internationale en s'appuyant sur l'aide d'alliés militaires et diplomatiques qui lui ont fourni des moyens de résistances vitaux, mais elle n'a pas les moyens économiques pour se reconstruire. D'autre part, la coalition de 122 pays continue d'exercer une pression sévère et un siège douloureux sur le gouvernement syrien. Les pays occidentaux empêchent les gouvernements arabes du Golfe de retourner en Syrie avec des projets de reconstruction. Ils conditionnent le règlement du problème des réfugiés par des réformes dites démocratiques. Washington occupe toujours les puits de pétrole syriens et renforce la distance kurde avec le gouvernement central de Damas.

La coalition internationale garde toujours des unités symboliques dans l'extrême est de la Syrie et assure la protection des régions de l'extrême nord, devenues des bases semi-sécurisées pour les djihadistes. Washington et ses alliés invoquent les dangers du retour de l'État islamique pour continuer à violer la souveraineté syrienne.

La Syrie est par ailleurs frappée par une crise économique très grave aggravée par la crise sanitaire provoquée par l'épidémie de Coronavirus. L'extension de la crise au Liban et la destruction de l'économie libanaise, qui était jusqu'à présent un grand débouché pour la Syrie dans toutes les crises économiques auxquelles elle a été exposée auparavant, l'ont également beaucoup affaibli, sans parler de l'affaiblissement de la marge de manœuvre du Hezbollah, allié de Damas.

Je n'ai pas de réponse sur la façon dont les Syriens vont sortir de la crise économique qui prive le gouvernement syrien de profiter de sa victoire militaire et d'achever la libération de ses terres. Les experts pro-gouvernementaux parlent du soutien iranien, russe et chinois et des plans internes pour faire face aux conséquences économiques de la guerre. Je n'ai pas de grandes indications dans ce sens, il est plutôt probable que la stratégie des pays anti-Damas repose sur le principe que le régime est responsable de la guerre régionale et internationale qui a été menée contre la Syrie, et que le régime est responsable des résultats de cette guerre à tous les niveaux, et continue donc de parier sur la destruction de la Syrie par des moyens économiques, ce qui nécessite l'intervention des alliés de Damas dans deux directions. La première étant de poursuivre la libération des territoires dans l'extrême nord et à l'est de la Syrie, et la seconde d'apporter le soutien au gouvernement syrien pour la reconstruction du pays, au moins dans les domaines de base liés aux infrastructures.

La Syrie a été exposée à une guerre globale, et sa fermeté a été payante. Il serait maintenant temps que ses alliés lui apportent son soutien dans la reconstruction de ses infrastructures et lui envoie autre chose que des avions de guerre. ■